

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 68 (2010)

Heft: 3: Subjectivité et économie : l'apport de la psychanalyse

Artikel: Tout réduire à l'économie? : Réflexions à l'issue d'une publication récente

Autor: Marejko, Jan

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-283582>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 21.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

TOUT RÉDUIRE À L'ÉCONOMIE? RÉFLEXIONS À L'ISSUE D'UNE PUBLICATION RÉCENTE

JAN MAREJKO
Philosophe

> Deux délires marquent nos économies modernes, à savoir la croyance à pouvoir réduire l'homme à un homo œconomicus, et la dilution du citoyen dans le consumérisme. Il plaide pour que nos démocraties de supermarchés deviennent de véritables démocraties républicaines constituées de citoyens et non de consommateurs. Des démocraties capables de faire appel aux citoyens de sorte que chacun d'eux réponde à ses vocations les plus profondes. Plus encore, l'auteur défend l'idée que l'économie ne peut jamais fonctionner que par elle-même, qu'elle a besoin de s'appuyer sur des promesses de nature messianique comme l'était la société sans classe hier, l'abondance aujourd'hui. Nous n'avons donc pas abandonné ces promesses, mais elles ont pris malheureusement, une nouvelle forme: le consumérisme. L'auteur s'attaque aussi à l'idolâtrie épistémologique, comme s'il suffisait d'appliquer des méthodes mathématiques pour s'approcher du réel.

UN ÉTONNANT AVEUGLEMENT

En publiant *Le bonheur n'est pas au bout du PIB*¹ je voulais surtout montrer que des défis que l'on rencontrait autrefois dans la théologie ou la philosophie, se retrouvent aujourd'hui sous la forme d'une problématique économique. Pour faire bref, disons que le messianisme, par exemple, se réduit à un espoir de croissance, la transsubstantiation, à une plus grande jouissance de la vie grâce à l'accumulation de biens matériels: ma substance ne sera plus celle d'un pauvre ouvrier mais celle d'un bourgeois aisé grâce à un meilleur revenu et grâce aussi à la mobilité sociale.

L'étonnant est qu'on entend rarement parler de cette réduction de tout et tous à l'économie, à la croissance, au PIB. Pourquoi les intellectuels y ont-ils été aveugles? Il est vrai que la gauche a produit quelques critiques anticapitalistes radicales, mais elles sont aujourd'hui discréditées, affaiblies, exsangues. Seuls les antimondialistes la portent encore à bout de bras, mais la fin de ce mouvement semble être proche. Seuls les penseurs de l'économie classique, d'Adam Smith à John Maynard Keynes, ont refusé de donner dans ce radicalisme. Mais, par ailleurs, ils savaient bien qu'on ne pouvait réduire l'homme à un homo œconomicus même s'ils employaient ce modèle pour tenter de mieux comprendre ce qui se passait dans la production et la distribution. Mais croire sérieusement que l'homme n'est qu'un être de besoins relève du délire.

¹ Éditions Slatkine, 2010.

C'est dans un tel délire que les sociétés avancées ont basculé. Leur espace public est envahi par des statistiques, des considérations quantitatives, des extrapolations sur le pouvoir d'achat ou sur le chômage, comme si les êtres humains ne constituaient plus qu'un paquet de besoins plus ou moins bien satisfaits. Dans de telles conditions, la notion de citoyen disparaît au profit de celle de consommateurs. Cela se produit dans le temps même où se multiplient les invocations à la démocratie. Voilà encore un autre délire. On peut s'attendre à ce que plus l'on parlera de démocratie, moins il y en aura. Le mécanisme est le même que celui repéré par les observateurs de l'âme humaine dans la répétition de telle ou telle déclaration de foi: le mari volage ne cesse de jurer qu'il est fidèle à sa femme - l'ami qui trahit répète sur tous les tons que l'amitié, pour lui, est ce qu'il y a de plus sacré.

Pour comprendre ce qui est arrivé, c'est-à-dire comment nous restons bloqués dans le paradigme de l'homo œconomicus, il faut faire un détour par l'histoire des sciences en Occident. On y voit comment, depuis la Révolution scientifique du XVIIe siècle, un modèle mathématique a permis de jeter de formidables et nouvelles lumières sur quelques phénomènes naturels. Par exemple, réduire un phénomène aussi complexe que l'accélération à une simple fonction, il fallait le faire! La science moderne a remplacé les spéculations sur la nature, par des modèles qui, pour parler comme Karl Popper, sont falsifiables ou non. A partir d'elle, la nature a paru être écrite en langage mathématique. Mais, à l'exception de Galilée, les grands savants de la modernité ont toujours su qu'ils se livraient à un exercice certes légitime lorsqu'ils réduisaient un phénomène naturel à une fonction mathématique (l'accélération entre autres), mais très limité. En d'autres termes, ils savaient que cette réduction ressortissait à une démarche délicate qui paraissait accréditer l'image d'un cosmos mécanique, mais ils ne croyaient pas vraiment que l'univers fût une machine. Un minimum de scepticisme devant des *modèles scientifiques* était de mise. Aujourd'hui, en économie, on aurait quelque peine à retrouver un tel scepticisme devant des *modèles économiques* censés expliquer tel ou tel aspect de la croissance ou de nos revenus. On ne semble plus guère conscient du danger d'une démarche prenant au sérieux l'idée que l'homme n'est qu'un homo œconomicus. Dès lors, et le plus souvent, le monde de l'économie est compris comme une machine qu'il s'agit de bien huiler en prenant soin d'harmoniser croissance et réduction des déficits, ou encore en luttant contre l'inflation comme si ce dernier phénomène était, comme le croit encore la Banque centrale européenne, la pire chose qui puisse nous arriver. La réunion du G20 à fin juin 2010 a mis ces tentatives en évidence, tout en montrant qu'elles étaient promises à l'échec.

LA RELIGION DANS L'ÉCONOMIE

On m'a reproché d'user du mot de transsubstantiation. On n'avait pas tout à fait tort car il paraît obscur, mais si je l'ai tout de suite mis en valeur au début de l'ouvrage, c'était pour annoncer la couleur. Ce que ce mot, en apparence cryptique, cache ou cachait est toujours bien présent sous la forme d'une aspiration à une autre vie, mais pas, aujourd'hui, par entrée dans l'éternité ou par la découverte de quelque Graal. En effet, ce qu'espèrent la plupart de nos contemporains est un arrêt du temps, une retraite sur quelque île enchantée ou un week-end allongé. Une telle aspiration est pathétique: à quoi bon vivre pour cesser de vivre ou, ce qui revient presque au même, cesser d'être impliqué dans ce qui donne son charme à la vie: engagement, passions, actions. Mais telle est bien la situation dans les sociétés dites avancées

en Europe occidentale. Autrefois, on occultait la mort par insistance sur la résurrection, formidable transsubstantiation d'un être mortel en un être immortel. Aujourd'hui, même occultation, mais par la poursuite hystérique de quelque plage, de quelque résidence secondaire, où disparaîtraient les limitations de la condition humaine. Cette occultation est profonde, massive, assénée chaque jour au nom de cette nouvelle trinité formée par la science, la technologie et la croissance. Qui ne communit pas dans la célébration de cette nouvelle trinité est excommunié. Et qui s'élève contre cette nouvelle propagande théologique, toute puissante dans la presse, les médias et les discours politiques, passe pour ringard, conservateur, voire fasciste. Au moins Marx et, plus encore, Engels, étaient-ils fascinés par l'idée d'une transsubstantiation beaucoup plus profonde, même s'ils n'employaient jamais ce mot. Derrière l'image d'augmentations quantitatives débouchant sur un changement qualitatif (l'eau froide qui se transforme en vapeur après avoir été amenée par paliers quantitatifs jusqu'à son point d'ébullition) on retrouve très exactement l'idée de transsubstantiation. Ne culminant pas, bien sûr, dans une résurrection, mais dans un homme nouveau. Cela allait tout de même plus loin que le bronzage sur les plages de la Méditerranée ou de l'Atlantique.

Le désenchantement n'a pas éliminé le sacré

J'ai aussi voulu, en insistant d'emblée sur les enjeux théologiques et philosophiques à la fois présents et cachés dans le langage économique, prendre mes distances envers un intellectuel de renom, Marcel Gauchet. La thèse qui soutient sa réflexion est la suivante: le christianisme est la religion de la sortie hors de toute religion. Eh bien, à mon sens (on l'aura deviné), ce n'est pas vrai. On s'est bien débarrassé de toute dimension sacrée ou spirituelle en faisant sortir la religion (puis la philosophie) par la porte, mais toutes deux sont revenues, masquées, par la fenêtre des considérations économiques. Les nouveaux débats qui se tiennent sur la place publique ne portent plus sur Dieu ou la sagesse, mais sur les chances d'une croissance forte stimulée ou non par la puissance publique. Cela se produira-t-il par les investissements que cette puissance peut directement faire? Ou alors croîtrons-nous par la mise en place de conditions cadres favorisant l'économie de marché?

On se bat aujourd'hui pour savoir si l'Etat doit intervenir directement ou indirectement dans l'économie, débat qui, aujourd'hui, est en train de battre de l'aile. Il est lassant. Quant aux débats philosophiques ou théologiques pour lesquels on peut entretenir une certaine nostalgie, eux aussi sont lassants, parce que vides de sens, coupés de tout ce qui nous reste d'espace public. Ainsi, d'un côté, nous nous retrouvons face à des débats pipés car portant exclusivement sur l'économie (alors qu'en réalité, ils dépassent le champ de l'économie), tandis que, d'un autre côté, au sein d'une société en profond déficit spirituel, théologiens et philosophes parlent dans le vide, surtout lorsqu'ils se situent dans le champ universitaire, plus éloigné que jamais de la réalité.

Pour retrouver de vrais débats, il importe donc de débarrasser l'économie de tout le ballast théologique et philosophique qu'elle charrie dans ses soutes. En d'autres termes, il s'agit de retrouver les véritables enjeux cachés d'une économie moderne, non pas pour détruire cette économie, car il n'y a pas d'alternative, mais pour la purifier, délimiter son champ d'action, restaurer un véritable marché. Il faut passer d'une critique radicale du système (capitaliste) à une critique qui soulage en quelque sorte l'économie de tout ce qu'on attend faussement d'elle, notamment des restes de messianisme qu'elle a hérités du communisme.

J'estime qu'une des tâches prioritaires, aujourd'hui, pour les intellectuels, est de procéder à ce délestage qui ne peut que profiter aux individus et aux collectivités parce qu'il les forcera à mieux s'approcher des réalités matérielles d'une part, des réalités spirituelles d'autre part. Comment penser le destin d'un pays ou d'un individu en termes économiques seulement? Impossible! Et pourtant c'est pratiquement de cela seulement que s'occupe l'Europe. Dès lors, son destin est plombé. Un réveil serait bienvenu. Comment provoquer, dans la population, une prise de distance envers les discours abrutissants des politiques, de la presse et des médias? Chaque jour, ils nous infligent des nouvelles parfaitement insignifiantes sur la base des plus récentes statistiques.

DEUX EXIGENCES INCOMPATIBLES

Je ne suis pas le premier à m'engager sur un tel chemin même si, aujourd'hui, comme je l'ai déjà signalé, les intellectuels, à l'exception d'un Emmanuel Todd ou d'un Pierre Manent, courbent l'échine devant la masse de statistiques et de déclarations soi-disant scientifiques énoncées par de pseudo experts. Mais il suffit de regarder un peu en arrière pour voir des économistes comme Wilhelm Roepke ou Karl Polanyi s'engager, eux aussi dans la dénonciation du tout économique. Malheureusement, outre que l'on n'entend plus guère parler d'eux, leurs thèses sont soit ignorées, soit, pire encore, traitées par la dérision. Pour être pris au sérieux, il faut tenir un discours scientifique sur de soi-disant mécanismes économiques. Or, de tels mécanismes fondés sur tels ou tels modèles n'existent pas. Qu'il y ait un rapport entre taux d'intérêt et niveaux d'investissement ou de consommation, c'est évident. Encore faut-il qu'il y ait des investisseurs d'un côté et des consommateurs de l'autre. Dans des régions aux populations vieillissantes, comme l'Europe par exemple, les entrepreneurs se font rares. Quant aux consommateurs, c'est de plus en plus vers les retraites et les loisirs qu'ils se portent. Plus les populations du Vieux continent croiront que c'est en quittant le monde du travail qu'elles toucheront au bonheur, plus elles exigeront une croissance qui leur garantira ce *bonheur par démission ou désengagement*. Exigences incompatibles qui pourraient bien faire sauter l'ordre économique des choses. Mais cette incompatibilité n'est guère prise au sérieux par les pouvoirs publics qui veulent croire et faire croire, à tout prix, que cette incompatibilité n'existe pas ou, tout au moins, qu'elle sera bientôt dépassée.

Veut-on vraiment nous faire croire qu'elle sera dépassée? Oui, hélas! Un exemple: lorsque le grand historien Georges Minois collabore à la mise en place d'une exposition à Paris sur le mal de vivre, lui et ses proches reçoivent l'ordre de l'annuler. Le motif invoqué par l'Elysée ou quelque'une de ses officines est qu'il ne faut pas décourager les ménages, moteurs de la croissance. Le pouvoir politique, comme on voit, est au service de cette croissance? On comprend qu'il lui fasse des courbettes et essaie de décourager toute activité qui mettrait en question son fondement, par exemple que c'est soi-disant en s'arrêtant de travailler par les vacances ou les retraites que nous serons heureux. Nous mordons à cet hameçon d'un bonheur terrestre par loisirs ou retraite depuis cinquante ans au moins. Nous croyons que c'est en sortant un jour du monde du travail que nous serons heureux et c'est pour garantir cette sortie que nous travaillons aujourd'hui et devons d'ailleurs travailler demain de plus en plus. Au fondement de la modernité, nous découvrons donc une formidable contradiction, à savoir qu'il faut travailler davantage pour enfin, un jour, un beau jour, goûter au bonheur de ne plus jamais travailler. Cette contradiction est logée dans les profondeurs de l'incons-

cient collectif et joue un rôle capital dans le fonctionnement des sociétés avancées. Elle est soigneusement occultée ou ignorée, de sorte que chacun se lève le matin pour s'activer dans des services ou ce qui nous reste d'industrie avec l'espoir qu'un jour nous pourrions cesser toute activité pour nous abandonner à une rousseauiste jouissance de la nature. Si la vanité de cet espoir apparaissait au grand jour, les hommes cesseraient de travailler et, cessant de travailler, menaceraient alors retraites et vacances. Ou encore, si cette vanité apparaissait au grand jour il y aurait des dépressions, voire des suicides. Les gens se demanderaient pourquoi, au juste, ils travaillent ou prévoient de cesser de travailler en... travaillant encore un peu plus.

L'ANGOISSE DES VACANCES

L'exposition encouragée par Georges Minois suggérait qu'une fois sortis du monde du travail et plongés dans les loisirs, les hommes sont souvent plus malheureux encore que dans une usine. Déjà, nous l'avons vu, John Maynard Keynes s'était interrogé sur ce qui se passerait dans une société qui travaillerait de moins en moins en raison d'un goût de plus en plus prononcé pour les loisirs: sa réponse était (avec la plupart de ceux qui se sont penchés sur cette question) que la consommation d'anti-dépresseurs et le nombre de suicides augmenterait. Sont-ce là des signes de bonheur? Il faudrait être fou pour le croire. Certes, l'industrie pharmaceutique se développerait, favorisant ainsi la croissance du PIB, mais cette croissance serait du même ordre que celle qui résulte d'une augmentation des accidents de la route. Ils provoquent une augmentation des dépenses privées ou publiques et, par-là, font croître le PIB. Mais est-ce qu'une telle croissance est souhaitable? Evidemment non!

LE PLUS PROFOND PARADOXE

Nous sommes là plongés dans un des plus profonds paradoxes de la modernité. D'un côté, nous voulons sortir du monde du travail pour jouir de la vie en devenant des rentiers. D'un autre côté, nous savons que nous devons travailler de plus en plus si nous voulons effectuer cette sortie et si nous ne voulons pas transmettre aux nouvelles générations une dette publique insupportable. Mais réduire cette dette en travaillant davantage, n'est-ce pas repousser indéfiniment ce moment où nous entrerons dans le loisir? Telle est l'ambiguïté qui plane sur les récentes manifestations du printemps 2010 portant sur l'âge de la retraite. On me rétorquera que les hommes ont toujours été confrontés à des paradoxes ou ont dû vivre dans d'étranges ambiguïtés. C'est vrai, et j'ai moi-même insisté là-dessus en relevant que, dans la civilisation chrétienne par exemple, il y a au moins deux formidables paradoxes qui ne semblent pas avoir trop gêné les saints ou les croyants: la double nature du Christ (homme et Dieu) et l'éternelle virginité d'une femme qui a eu au moins un enfant (on raconte qu'au moyen âge un bûcheron serait devenu fou en essayant de comprendre comment une vierge a pu être une mère...). Alors, quelle différence avec ce qui se passe aujourd'hui quand nous voulons à la fois plus de travail et plus de loisir? Ne faut-il pas tenir ensemble ces deux exigences et accepter humblement que nous ne pouvons pas les réconcilier?

Une différence saute aux yeux: les contradictions du christianisme conduisaient à une méditation sur un mystère qui pouvait être fertile dans les arts, la philosophie, la théologie. Les contradictions du capitalisme conduisent aujourd'hui à des manifestations bigarrées avec sifflets, clowns et tambourins, mais là s'arrêtent les effets des tensions entre loisir et travail.

Sans compter que les contradictions traditionnelles du christianisme, elles, n'étaient pas saisies sur fond de leur prochaine solution grâce à une prochaine rencontre entre syndicats et patronat. Bien au contraire! Un ange à l'épée de feu empêchait tout retour au jardin d'Eden. Rien de tel dans la modernité dont la propagande nous promet une solution prochaine à tous nos maux et donc l'accès au royaume enchanté d'une consommation béatifique. Telle est la nouvelle quête du Graal dans laquelle s'engage l'homme moderne, quête encore plus impossible que celle d'autrefois.

NATURE DE LA CONDITION HUMAINE

Au vu des considérations qui précèdent, il importe de donner une nouvelle et forte définition de la condition humaine. Il faut en effet dépasser une bonne fois la notion d'homo œconomicus. Pour accéder à cette définition il s'agit non seulement de dénoncer la nouvelle propagande maintenant présente dans les sociétés avancées, mais aussi de proposer une vision universelle de l'être humain. Celui-ci n'est pas un homo œconomicus, mais un être de désir. Et bien que ce désir ne puisse jamais être satisfait, c'est lui qui se trouve au fondement de notre humanité. A le négliger, nous entrerons dans la barbarie, même au milieu de l'abondance. Voilà ce qu'il faudrait mettre en évidence. Un tel discours sur le désir s'adresse d'abord aux individus. Mais il s'adresse aussi aux communautés humaines qui ne pourront éternellement se satisfaire d'aller au supermarché pour apaiser leur soif d'absolu. Si cette soif n'est pas reconnue, les citoyens se métamorphoseront de plus en plus en consommateurs, en individus sans destin collectif et sans passé, quelle que soit, par ailleurs, l'intensité des invocations à la démocratie. Et si une telle métamorphose devait se produire, cela n'irait pas sans des catastrophes pires que celle du réchauffement climatique.